

« Le MR s'accroche à la N-VA comme à une bouée »

DÉFI Olivier Maingain trace la ligne amarante : vive le « libéralisme social » !



« Cette majorité est en train de détruire plusieurs grands consensus belges, comme le dialogue social, l'équilibre entre groupes linguistiques, les fonctions régaliennes. »

© DOMINIQUE DUCHESNES/LE SOIR.

ANALYSE

Attrait

Novembre 2015-janvier 2018, deux ans ont passé, on reste en Belgique, mais leur soleil brille quand même, les amarantes ont pris des couleurs. Oublié l'ex-FDF tout replié en défenses-intérêts-francophones. Ne parlons pas de l'ex-composante du MR, devenue maintenant une redoutable antagoniste. Défi voit plus grand désormais. Et tient sa campagne : « les libéraux sociaux, c'est nous », le... « libéralisme de classe et des possédants » (dans le texte !), c'est eux, les bleus - de surcroît à la solde de la N-VA. Avec ça, Olivier Maingain croit pouvoir faire un carton à Bruxelles, et mettre un pied en Wallonie. Il y a un espace, il plonge et, avec l'aide de son centre d'études Jacques Geogin, dote le parti amarante d'une Charte programmatique forte de 106 « engagements fondamentaux » et néanmoins décevant pour certains : de la laïcité dans la Constitution au projet d'une nouvelle entité Bruxelles-Europe en passant par l'instauration d'une allocation sociale unique en renfort de la sécu.

Le parti d'Olivier Chastel et de Charles Michel a des arguments, et comment, mais il aurait tort de minimiser le danger représenté par cette formation depuis longtemps au pouvoir et aux affaires en Belgique (dans ses vies antérieures comme dans sa vie courante) mais qui jouit d'un statut à part dans l'opinion publique, un peu hors partis « traditionnels », et qui a l'attrait de la nouveauté. Olivier Maingain fait le reste.

D.CI

► Une Charte comportant 106 « engagements fondamentaux » constituera, sous peu, l'ADN de Défi, le parti amarante.
► Un concept se détache : le « libéralisme social », forgé au MR il y a vingt ans.

ENTRETIEN

Le parti amarante est sur le point de se doter d'une Charte énonçant 106 « engagements fondamentaux », et revendiquant le concept de « libéralisme social ». Olivier Maingain lancera l'opération lors d'un congrès exceptionnel, dimanche à Schaerbeek. Les adhérents auront à se prononcer dans les prochaines semaines. Le texte définitif sera adopté lors d'un congrès doctrinal au printemps. Grandes manœuvres avant la maxi-séquence électorale 2018-2019...

Un concept se détache en introduction de votre Charte : le libéralisme social. Cela traduit votre positionnement politique en vue des prochaines élections ?
Oui. C'est le fil conducteur. Que constate-t-on en Europe et singulièrement en Belgique ? Une série de forces politiques sont en train de nous façonner une société de l'affrontement, de la tension, du conflit. L'actuel gouvernement fédéral a mis à mal la concertation sociale telle que nous l'entendions, un des piliers de la cohésion de notre société, une condition du progrès accepté. Il n'y a pas que le social. Prenez le dossier de l'immigration aujourd'hui, mais aussi le rôle de la Justice et de la police, où le gouvernement choisit souvent des formes de privatisation des missions régaliennes de l'Etat, voire leur abandon... C'est une conception dure de la société que le gouvernement impose. Où le rôle médiateur et pacifique de l'Etat est sacrifié. D'où notre attachement au libéralisme social.

Nous sommes les seuls fidèles à ce libéralisme philosophique et politique, inspiré par les valeurs du siècle des Lumières, fondé sur le progrès et la justice. C'est un libéralisme d'intérêt général. Loin du libéralisme de classe, de possédants. Dans notre Charte, toutes nos propositions vont dans ce sens : soutien à la créativité, à la libre entreprise et, en même temps, recherche d'équilibre au moyen des mécanismes de protection et de solidarité sociales, aujourd'hui remis en cause. Notre société a besoin de retrouver ces équilibres, d'être apaisée.

Concrètement, le concept de « libéralisme social » a été forgé par Louis Michel et Richard Miller à la fin des années nonante...

... Oui, et, avec le FDF alors, nous faisons partie du MR... Tout ça, c'est fini. Reprenez les déclarations de Louis Michel à propos de la politique migratoire, notamment en 2009, en tant que Commissaire européen... En substance : « Comme libéral, je ne peux accepter en aucun cas l'atteinte à la dignité de la personne humaine (...) La migration n'est pas une menace, elle peut être un avantage pour nos sociétés... ». Etc. Le MR est loin de tout cela désormais. La N-VA est sans doute le parti le plus sournois qui fait progressivement pencher notre société dans cette tension permanente dont je vous ai parlé. Quand Bart De Wever dit qu'il faudra choisir entre sécurité sociale, d'un côté, immigration et acceptation des illégaux de l'autre, c'est un propos scandaleux, une escroquerie intellectuelle, une malhonnêteté sans nom... Il sait parfaitement que les immigrés illégaux n'ont pas droit à la protection sociale, mais au mieux, dans certains cas, à l'aide médicale urgente, et encore, sous certaines conditions.

Vous savez, quand De Wever s'exprime, quand Francken dit qu'il faut nettoyer le Parc Maximilien, c'est non seulement pour flatter un électoral qui pourrait al-

ler au Belang, mais aussi parce que c'est là leur orientation profonde. La N-VA a bel et bien un discours proche de l'extrême droite la plus menaçante. L'exaltation des identités au détriment de l'universalisme des droits, c'est ce qui menace le plus nos démocraties européennes. En ce sens, le MR s'est laissé aspirer par la N-VA. Je suis convaincu que, pour nombre de mandataires libéraux, c'est devenu insupportable. Je pense à des mandataires locaux, qui sont plus libres de leurs mouvements.

Vous parlez de « société de l'affrontement »... Cela étant, les partisans de la suédoise soutiennent qu'en réalité, avec cet exécutif, on est dans la prise de décision, dans la réforme, qu'il opère en protagoniste, et que ça marque forcément...
Allons ! Ce gouvernement suscite surtout un sursaut d'exigence citoyenne. Je ne parle même pas des mouvements sociaux à l'initiative des syndicats, et je ne pense pas qu'aux actions de soutien aux demandeurs d'asile, aux migrants. Non, je vois une prise de conscience citoyenne majeure... Car il y a eu une sorte de rupture du pacte de confiance qu'érige la démocratie. Je crois que le moment où cette rupture a eu lieu, c'est l'acceptation de collaborer avec les services de renseignement et de sécurité de l'une des pires dictatures au monde, le Soudan. Cela a agi comme un révélateur



« Le nôtre est un libéralisme d'intérêt général, loin du libéralisme de classe, des possédants »

Reste que, dans les sondages, la majorité tient le coup. On parle d'un possible Michel II.
Tout le monde a bien compris que le MR s'accroche à la N-VA comme à une bouée.

de la dérive progressive, sournoise comme je l'ai dit, qu'impose la N-VA. On est passés de ce qui pouvait être présenté comme des choix idéologiques forts à ce qui est apparu soudainement comme des atteintes à ce qui faisait l'entente entre les citoyens, la cohésion sociale.

Les suédois tablent sur la création d'emplois, expliquent-ils, pour assurer cette « cohésion sociale »...

Certaines mesures, que nous avons pu soutenir d'ailleurs, ont été bénéfiques pour la création d'emplois, comme l'allègement des cotisations de sécurité sociale pour les entreprises (même si nous aurions ciblé davantage les bas et moyens salaires), l'exonération fiscale pour la création du premier emploi en faveur des PME... Soyons de bon compte. Il n'en demeure pas moins que ce gouvernement n'a pas de si bonnes performances au regard du reste de l'Europe. Nous sommes en dessous de la moyenne européenne. On n'a pas pris aussi vite que les autres Etats le train de la croissance économique notamment parce que, dans une première phase, pensez au saut d'index, on a freiné le revenu net des travailleurs.

S'il met de côté ses idéaux libéraux, c'est parce qu'il ne peut poursuivre et se sauver qu'en espérant que la N-VA reste très dominante en Flandre.

Quand même, on parlait jadis d'une coalition « kamikaze » ! Elle dure, il y a de la stabilité...
Il y a surtout des mouvements de fond : cette majorité est en train de détruire plusieurs grands consensus belges, comme le dialogue social, l'équilibre dans les majorités entre groupes linguistiques, les fonctions régaliennes. Elle gène des évolutions lourdes de notre modèle. Leguel, malgré des insuffisances, gardait une crédibilité, un sens. Ce sera l'un des grands enjeux des élections de 2019 : comment arrêter ce glissement ?

Propos recueillis par DAVID COPPI



Le Soir Bruxelles-Brabant 25/01/2018, pages 4 & 5

Tous droits réservés. Réutilisation et reproduction uniquement avec l'autorisation de l'éditeur de Le Soir Bruxelles-Brabant

